



Recherche

[A la une >](#)

Rechercher

Ok

Campagne de
solidarité pour le
désastre du sud-est
asiatique



GRAND JURY_RTL_LE MONDE : Dominique Voynet

La sénatrice Vert de Seine-Saint-Denis et ancienne ministre de l'Environnement Dominique Voynet était l'invitée du Grand Jury RTL-Le Monde-LCI le 29 Mars dernier. Principal sujet du débat : le Traité constitutionnel. Traité qui n'est "ni de gauche, ni de droite", mais "un compromis acceptable" qui ne doit pour autant pas effacer le clivage droite-gauche. Elle souhaite un engagement limité du chef de l'Etat et de son Premier ministre dans cette campagne car ils portent la responsabilité de la montée du "non" dans les sondages.

► Ruth ELKRIEF :

Un grand jury exceptionnel pour ce lundi de Pâques, bonsoir Dominique VOYNET. Merci d'être avec nous. On disait donc que vous étiez sénatrice de Seine-Saint-Denis et bien sûr ancien ministre de l'Environnement du gouvernement Jospin, vous figurez donc, pardon, aujourd'hui parmi les personnalités vertes les plus connues et les plus influentes mais ne participez pas directement à la direction du parti, je le précise. Sans doute serez-vous donc peut-être plus libre pour répondre à nos questions, pour vous exprimer sur les thèmes que Pierre-Luc SEGUILLON de LCI et Gérard COURTOIS du Monde et moi-même donc aborderons avec vous ce soir, je veux parler de la montée du Non dans le référendum sur la Constitution, les modalités d'une alliance possible avec le parti socialiste, en cas d'alternance, et puis bien sûr la politique actuelle du gouvernement en matière d'environnement et en matière économique et sociale. Alors, je rappelle évidemment à tout le monde que vous pouvez nous envoyer des mails et des sms, mail RTL.FR et puis des sms au 61785 précédé de jury souligné. Alors Dominique VOYNET, je voulais, je parlais de l'Europe, effectivement les Verts, je commence par votre parti mais aussi le PS, l'UMP et l'UDF votent oui à cette constitution et les trois derniers sondages montrent une majorité de Non. Ça veut dire que les quatre principaux, les quatre plus grands partis de France sont à côté de la plaque, ne représentent pas les français ?

► **Dominique VOYNET :**

Je crois tout d'abord qu'il faut souligner une chose c'est que dans toutes les consultations de l'opinion, une bonne partie des Français n'a pas encore choisi, la moitié et ça a un sens en soi, ça montre en tout cas la méconnaissance de ce traité et la grande perplexité de l'opinion par rapport à un texte qui est vécu comme complexe et par rapport à la construction européenne qui semble loin des préoccupations quotidiennes. Ensuite effectivement cette montée du Non qui nous interpelle et qui a un sens et qu'il faut donc analyser, pas pour stigmatiser, ceux qui aujourd'hui ont choisi de voter Non, mais pour essayer peut-être de ne pas amalgamer tous ces Non qui ont des sens différents. Moi je crois qu'il y a tout d'abord des gens qui se disent que depuis très longtemps, depuis peut-être le vote sur le traité de Maastricht, aucun débat européen digne de ce nom n'a été organisé en France, aucun débat n'a eu lieu à propos de l'élargissement de l'union à dix nouveaux Etat membres et la France est probablement le pays, au sein de l'Union européenne dans lequel cet élargissement s'est fait le plus en catimini, presque en secret. Ensuite,

► **Ruth ELKRIEF :**

Mais ça c'est la responsabilité de qui ? Des hommes politiques ? Et des journalistes aussi ?

► **Dominique VOYNET :**

Excusez- moi mais je n'étais pas au gouvernement quand l'élargissement a eu lieu et il revenait au gouvernement de Jean-Pierre RAFFARIN et au ministre des affaires européennes de l'époque de faire en sorte que ce débat ait lieu. Deuxièmement, moi je pense que ça fait à peu près trente ans quand même que l'Union européenne sert de bouc émissaire commode à tous les hommes politiques français. Le double langage est devenu une habitude. On dit une chose à Bruxelles et l'on dit le contraire en rentrant à la maison. Chaque fois qu'on doit expliquer une décision désagréable à l'opinion publique, on invoque la responsabilité des technocrates de Bruxelles, par contre on oublie évidemment de dire ce que l'Europe fait de bien et de rendre à César ce qui est à César. Dans tous les pays de l'Union européenne, quand vous vous promenez le long des routes, vous voyez des panneaux qui vous informent sur le fait que les grands équipements, les grandes infrastructures sont construits avec le soutien des fonds européens. En France, non. En France, le conseil général nous c'est l'Etat. Bon, et puis troisièmement, je crois qu'on sous-estime aussi le rôle que l'Union européenne joue dans le monde. Jamais la diplomatie française n'a jugé utile de dire que sur beaucoup de sujet, c'est l'union européenne qui s'exprime et la France avec elle. Et donc il me semble que le poids de l'Europe dans le monde est sans doute sous-estimé au sein de l'opinion. Ça c'est un premier ensemble de raisons que je résumerais sous le titre, une assez grande méconnaissance de ce que l'Europe peut ou ne peut pas faire. Après, il y a, je crois ce qui est majeur, ce qui

est massif aujourd'hui, un vote de défiance à l'égard de la droite, à l'égard du gouvernement et plus généralement à l'égard de l'ensemble des forces politiques qui sont suspectes de ne pas être très claires sur les enjeux européens mais ce vote de défiance il est d'abord à l'égard de la droite.

► **Ruth ELKRIEF :**

Enfin si les Verts et le PS demandent de voter oui, leurs électeurs qui veulent voter Non, c'est aussi de la défiance vis-à-vis des partis pour lesquels ils votent en général ?

► **Dominique VOYNET :**

Alors, leurs électeurs sont partagés, mais c'est vrai que dans toutes les enquêtes d'opinion et dans les discussions que nous avons avec nos proches, nous mesurons cette irritation, cette rancœur de gens qui disent par exemple "moi j'ai eu le sentiment d'être extrêmement responsables de faire un acte de grande maturité démocratique en allant voter le 4 mai 2002 pour Jacques CHIRAC et j'ai le sentiment de ne pas avoir été payé en retour, j'ai le sentiment d'avoir été méprisé, d'avoir été négligé, j'ai le sentiment que ce gouvernement n'a eu de cesse de démanteler les acquis sociaux, d'humilier ou de dévaloriser les salariés, les fonctionnaires, de clore le bec aux jeunes, etc, etc...". Et je pense qu'on est en train de le payer plein pot dans la montée du vote, des intentions de vote en faveur du Non.

► **Pierre-Luc SEGUILLON :**

Si on revient sur la première série de raisons que vous avez évoquées, est-ce qu'il vous semble qu'aujourd'hui, si on consultait ou si on avait consulté les Français sur l'élargissement, ils auraient dit Non ? Est-ce que c'est votre sentiment ?

► **Dominique VOYNET :**

Disons que je note, comme beaucoup, cette espèce d'emballage de la discussion à propos de la Turquie. On n'a pas demandé de consulter les français sur l'adhésion de dix nouveaux états membres et face à cette inquiétude d'une partie de l'opinion, le chef de l'Etat s'est empressé de promettre que pour toutes nouvelles adhésions il y aurait désormais un référendum, ce qui me paraît surréaliste, inouï. Est-ce que la France va se permettre seule de juger de l'acceptabilité d'une candidature à l'Union européenne qui aurait été validée par l'ensemble des autres états membres, je ne crois pas que ce soit possible. Non, j'ai vraiment le sentiment que on a pas écouté le message de Jacques DELORS disant " il est décidément très important de réformer les institutions communautaires avant de procéder à l'élargissement". On a au contraire accéléré l'élargissement, ce qui était un geste politique majeur après la chute du mur de Berlin et c'est vrai que c'est un défi qui a été couronné de succès sur le court terme. Cela dit je crois qu'on en paie aujourd'hui l'addition et on se rend compte que des institutions communautaires à 25 c'est complexe,

c'est difficile à expliquer à l'opinion et on a peut-être été trop vite.

► **Gérard COURTOIS :**

Est-ce que vous avez le sentiment, par rapport à l'élargissement, est aujourd'hui justifié ?

► **Dominique VOYNET :**

Alors je suis un peu étonnée de constater que ceux qui aujourd'hui manifestent des inquiétudes vives à l'égard des conséquences de l'élargissement pour notre économie par exemple sont aussi ceux qui traînent des pieds, qui renâclent à l'idée d'augmenter le budget européen pour permettre à ces Etats qui nous ont rejoint et qui doivent atteindre les standards de l'union européenne dans tous les domaines, on est en train aujourd'hui de ne pas leur attribuer les sommes qui sont nécessaires pour ce rattrapage. Alors ce décrochage, ce décalage, il risque de subsister longtemps alors qu'on l'a bien vu, en mobilisant des fonds structurels, des fonds régionaux à la hauteur des besoins, l'Irlande, l'Espagne, le Portugal, ont rejoint le peloton européen.

► **Ruth ELKRIEF :**

Mais qu'est-ce que vous répondez à ceux qui disent "mais finalement cet élargissement, il va nous tirer vers le bas sur le plan social, sur le plan économique et même budgétaire du coup, vous nous dites il faudrait donner beaucoup plus d'argent et en même temps on nous dit faut faire attention à tenir les 3 % de déficit budgétaire, plus ou moins. Donc,

► **Dominique VOYNET :**

Que les choses soient claires, aujourd'hui le budget de l'union européenne c'est 1 % du produit intérieur brut de l'Union. Donc c'est pas grand chose. Et la France n'a absolument pas le droit de se plaindre puisqu'elle reçoit au titre de la PAC beaucoup plus que ce qu'elle donne. Donc on ne peut pas à la fois dire "c'est quand même dommage les polonais vont nous coûter chers, ils ont beaucoup d'agriculteurs qui sont prêts à travailler pour des sommes ridicules" et en même temps exiger que les retours au titre de la PAC dans le pays agricole le plus puissant de l'union reste ce qu'ils ont été. Donc moi ce que je souligne là c'est le double langage de l'autorité française, une fois de plus. D'un côté une volonté de rattrapage à l'échelle du continent, de l'autre un refus d'y mettre les moyens. Les moyens ne sont pas considérables, je pense qu'on peut se dire qu'en vingt ans, en trente ans, avec un budget européen qui sera augmenté, disons de 50 %, on doit y arriver, on peut y arriver. Il y a beaucoup de tensions sociales que celles qui sont aujourd'hui décrites.

► **Pierre-Luc SEGUILLON :**

Est-ce que la même contradiction que soulignait Ruth sur cette

affaire ne vaut pas également pour une affaire comme la directive Bolkestein. Car au fond, on tient à Bruxelles un discours selon lequel il faut couvrir le marché, c'est depuis toujours dans la logique européenne et à Paris on dit "ah ben non on va revenir sur cette directive qui, quand on la regarde bien, est-ce qu'il n'y a pas une démagogie des hommes politiques, n'avait pas vraiment de dumping social puisqu'elle protège les salariés ?

► **Dominique VOYNET :**

Alors je crois évidemment que tout est affaire d'interprétation et d'exégèse. On risque de tomber dans un débat d'érudits, je n'en fais pas partie donc j'essaierais d'aller à l'essentiel. Je crois que le projet de directive Bolkestein, effectivement ne met pas en péril sur le court terme le droit social des travailleurs qui seraient amenés à travailler dans ce cadre. Elle ne met pas en cause non plus les services marchands qui échappent au cadre de cette directive. Mais pour le domaine de l'éducation, de la santé ou de la culture, les garanties sur le court, moyen et long terme ne sont absolument pas au rendez-vous. Moi ce qui me frappe dans la directive Bolkestein, c'est à la fois...

► **Pierre-Luc SEGUILLON :**

Attendez, elle ne touche pas l'éducation, elle ne touche pas du tout les services publics ?

► **Dominique VOYNET :**

C'est une précision qui vient d'être apportée ces dernières semaines, après une très forte mobilisation des parlementaires européens, tout groupe politique confondu quand même, et après effectivement que des questions ont été posées au commissaire européen qui n'avait pas vu malice jusqu'à là à ces questions. Moi ce qui m'apparaît, elle me semble dangereuse sur le plan social, mais elle me paraît surtout totalement impraticable, génératrice de contentieux et de confusion. Je prends un exemple très concret. Vous voulez demander à un architecte polonais de dessiner votre maison. Quel est le droit qui va s'appliquer ? Quel est le droit des contrats qui va s'appliquer ? comment elle va intervenir la garantie décennale ?

► **Ruth ELKRIEF :**

En même temps c'est prévu par le traité de Rome puisqu'il y a une libéralisation des services, normalement, autant de démarches que de produits marchands.

► **Dominique VOYNET :**

Sauf que le libéralisme préfère qu'il n'y ait pas de règles du tout. Donc la directive sur les services elle est sensée organiser une concurrence qui serait libre et non faussée. Moi j'entends que ce terme est très critiqué à l'extrême gauche, et par les nationalistes de tous poils, moi je préfère une concurrence qui soit libre et non

faussée à une concurrence qui serait faussée par la mobilisation de critères de préférence nationale, par exemple, ou de préférence sociale. Donc une concurrence libre, ça veut pas dire une concurrence sans règle, ça veut dire une concurrence qui est régulée et dont les règles sont claires pour tout le monde. On l'a bien vu à l'organisation mondiale du commerce. Il y a ceux qui considéraient que c'était une victoire d'avoir obtenu que la réunion de l'organisation mondiale du commerce se termine sans aucun résultat. Moi je fais partie de ceux qui considéraient que c'était un risque majeur parce que ça donnait, de fait, le pouvoir aux plus puissants qui pouvaient s'engager dans un dialogue bilatérale avec des plus faibles.

► **Ruth ELKRIEF :**

Pour vous ce serait pareil si il y avait un vote Non qui dominait à la constitution ?

► **Dominique VOYNET :**

Je crois qu'on y viendra tout à l'heure parce que moi je ne veux pas me placer dans cette perspective, je pense qu'on peut encore conjuré ce risque, si chacun fait son travail. Si les socialistes mobilisent l'électorat socialiste, si les verts mobilisent leur électorat et montrent par exemple que dans le domaine de l'énergie, des transports, de l'environnement, le traité constitutionnel européen comporte beaucoup de progrès.

► **Gérard COURTOIS :**

Je reviens d'un mot sur la libéralisation des services ou du marché des services. Quand vous entendez Jacques CHIRAC dénoncer l'Europe libérale, avec des guillemets, ça vous paraît crédible ?

► **Dominique VOYNET :**

Non.

► **Gérard COURTOIS :**

Pourquoi ?

► **Dominique VOYNET :**

Non, ça ne me paraît pas crédible parce que c'est typique de ce double langage qui est mené, qui est celui depuis 20 ou 30 ans des élites françaises qui n'ont pas pris la mesure de ce que ça voulait dire, construire l'Europe. Construire l'Europe ça n'est pas seulement laissez faire et puis deux fois par an au Conseil européen allez taper du poing sur la table. C'est s'engager dans une démarche de négociation, de discussion avec des gens qui ont des références culturelles, des références économiques, des références historiques très différentes des nôtres. On est pas en train de construire une France en grand, on est pas en train de taper rituellement du poing sur la table pour dire à l'opinion

publique "voyez comme je vous ai bien défendue, hein", on est en train de négocier et de voir comment une expérience politique qui n'a aucun équivalent à travers le monde peut, petit à petit, transformer ce qui était une somme de traités commerciaux, d'intérêt relativement limité, en un projet politique. A nous d'expliquer aux Français ce que comporte ce projet, où est-ce qu'on va ?

► **Gérard COURTOIS :**

D'un mot encore, ça veut dire qu'à vos yeux le président de la République, au fond fait de l'esbroufe quand il demande la remise à plat ?

► **Dominique VOYNET :**

Il fait du CHIRAC.

► **Gérard COURTOIS :**

Quand il demande la remise à plat de ladite directive ?

► **Dominique VOYNET :**

Non mais par exemple, donnons un exemple très concret. C'est le même homme qui demande des garanties sur le maintien des retours sur la PAC au profit d'agriculteurs dont on dit aujourd'hui qu'ils voteront quand même non au traité constitutionnel, ça reste un mystère pour moi, et qui demande la stabilisation, et c'est le même homme qui demande la stabilisation du budget communautaire. C'est le même homme qui dit la maison brûle à Johannesburg et qui envoie une lettre au président de la commission pour dire "vous savez votre directive sur les produits chimiques, elle va nous coûter chère, je préférerais que vous la mettiez dans un tiroir". Donc le Janus qu'est Jacques CHIRAC, on le connaît bien. Je crois que sur les questions européennes, il veut à la fois effectivement concrétiser les engagements européens de la France et en même temps ne pas se couper des bases les plus conservatrices de son électorat et ça se sent.

► **Gérard COURTOIS :**

Mais est-ce qu'il n'a pas raison, à sa place, étant partisan du Oui, comme vous, de chercher à désamorcer un certain nombre de ...

► **Dominique VOYNET :**

Mais alors là il faut que je vous arrête parce que nous sommes l'un et l'autre partisans du oui mais ça n'efface pas le clivage droite - gauche, ça n'efface pas les désaccords sur des pans importants de la politique française et européenne. Nous sommes d'accord sur...

► **Pierre-Luc SEGUILLON :**

Attendez, qu'elle est la différence entre un Oui de droite et un Oui de gauche, aujourd'hui ? Et est-ce que c'est opportun de faire cette différence pour la campagne?

► **Dominique VOYNET :**

Oui, je crois que c'est intéressant de le faire parce je ne crois pas que le traité soit de gauche. Je ne crois pas non plus qu'il soit de droite. Le traité, c'est un travail de discussions entre des gens qui ont non seulement des histoires et des traditions politiques différentes mais aussi des obligations, des contraintes nationales très différentes et des gens de bonne foi se mettent d'accord sur ce qui apparaît non pas comme le meilleur traité possible pour chacun d'entre eux mais sur un compromis acceptable pour permettre à cette construction politique original qui n'a pas d'équivalent de franchir un pas décisif, un petit pas, mais un pas qui n'est pas ridicule si on le compare aux pas antérieurs qui ont été franchis. Moi je me souviens, gamine, je réponds sur droite-gauche, d'avoir vibré à des visions comme celles de la réconciliation franco-allemande, on agitait des petits drapeaux européens dans la cour de l'école, en chantant l'hymne à la joie et à l'époque, pourtant l'Europe c'était pas grand chose sur le plan politique. Et aujourd'hui alors même que l'Europe peut parler d'une seule voix sur beaucoup de sujets très importants, on a le sentiment, effectivement, de devoir se justifier de ce texte qui est pourtant un progrès. Alors, le traité à mon avis il n'est ni de droite ni de gauche. Il y a des dispositions progressistes, beaucoup plus en avance que celles qui sont inscrites dans la constitution française, par exemple, sur les droits des femmes, sur la lutte contre les discriminations,

► **Ruth ELKRIEF :**

Sur la protection de l'environnement qui est inscrite dans la constitution européenne?

► **Dominique VOYNET :**

Sur la protection de l'environnement. Oui parce que tous les principes sur lesquels les parlementaires ont discuté longuement au moment de l'adoption de la charte de l'environnement par le congrès sont inscrits tranquillement dans le traité constitutionnel européen. Mais il y a aussi des aspects qui sont moins glorieux mais qui ne sont pas nouveaux dans le traité constitutionnel européen. Depuis le traité de Rome la suppression des entraves à la liberté du commerce est inscrite dans le traité. Donc, on est simplement en train de dire...

► **Ruth ELKRIEF :**

Mais Dominique VOYNET, vous, par exemple, vous avez voté contre Maastricht.

► **Dominique VOYNET :**

Oui, bien sûr et ça donne de la crédibilité à mon Oui aujourd'hui.

► **Ruth ELKRIEF :**

Et pourtant vous votez aujourd'hui pour la constitution qui inclut évidemment les traités dont celui de Maastricht, vous pourriez être tout à fait contre, vous devriez être contre, dans le fond.

► **Dominique VOYNET :**

A l'époque j'avais le sentiment qu'une écrasante majorité des peuples européens était favorable à la construction européenne et j'avais le sentiment qu'un discours sur davantage d'Europe sociale pour contrebalancer l'union économique et monétaire était audible. Et aujourd'hui je n'ai plus ce sentiment. Je n'ai pas le sentiment, par exemple, qu'une victoire du Non nous permettrait d'avancer. Pourquoi ? Tout d'abord parce que le Non c'est pas homogène, il y a le Non de ceux qui ne veulent pas d'Europe du tout, le Non de ceux qui ont peur de l'entrée de la Turquie, le Non de ceux qui veulent zut aux forces politiques françaises et à l'action du gouvernement responsable de la montée du chômage, la montée du recours au RMI et de l'explosion de la précarité. Il y a ceux aussi qui voudraient une Europe plus sociale mais il n'est même pas certain qu'ils seraient d'accord sur les priorités à se donner en la matière...

► **Ruth ELKRIEF :**

Donc ça ça serait inefficace ?

► **Dominique VOYNET :**

Après la deuxième question, c'est avec qui on discute. On discute avec les conservateurs polonais populistes qui vont gagner prochainement les élections dans leur pays, on discute avec Berlusconi, on discute avec ceux qui avaient tellement insisté pour qu'on inscrive la référence et l'héritage chrétien dans le projet de traité constitutionnel. Donc moi je ne vois pas avec qui on peut en discuter. On discute avec la commission telle qu'elle est là, tellement sensible aux thèses libérales. Et puis...

► **Pierre-Luc SEGUILLON :**

Vous n'avez pas répondu à la question et je vois bien qu'il y a un traité qui n'est ni de droite ni de gauche, mais est-ce qu'il y a un Oui de droite ou est-ce qu'il y a un Oui de gauche ?

► **Dominique VOYNET :**

Je pense qu'il peut y avoir un usage de droite ou un usage de gauche de ce traité. Je pense qu'on peut justifier un certain nombre de compromis assez mous et sans doute assez libéraux via ce traité et puis on peut aussi s'appuyer sur les nouvelles opportunités qu'il offre, par exemple en terme, alors on reviendra peut-être sur les avancées proprement dites du traité mais le rôle

plus grand du parlement européen, la possibilité d'auto saisine par exemple pour réviser la constitution, on peut aussi s'appuyer sur ce traité pour en avoir une lecture de gauche et pour faire une politique de gauche. Et puis, je voudrais quand même vous dire une chose, c'est que, parce que c'est le troisième argument qui me fait éviter à tout prix le Non, c'est que le retour au traité de Nice ne serait pas un progrès parce qu'il permet,

► **Ruth ELKRIEF :**

Le traité de Nice il va rester jusqu'à 2009, de toute façon ?

► **Dominique VOYNET :**

De toute façon, mais plus vite on en sortira mieux ce sera. Et là encore, nous sommes crédibles chez les Verts pour critiquer ce traité parce que nos parlementaires sont les seuls à ne pas l'avoir votés quand la question s'est posée au Parlement. Ce sur quoi je voudrais revenir peut-être c'est que quelque part on peut se livrer à l'exégèse, à l'analyse, à la dissection, alinéa par alinéa, des 448 articles du traité, on peut le faire. Moi, j'entends tout un tas de gens, sélectionner dans le traité les articles (...) en omettant soigneusement de regarder ceux qui ne diraient pas la même chose.

► **Ruth ELKRIEF :**

Vous, vous ne le faites pas ?

► **Dominique VOYNET :**

Je peux être amenée à le faire quand je suis confrontée à des gens dont la bonne foi est à l'égale de la mienne, hein bon, mais ce qui me frappe c'est, les questions importantes qu'il faut se poser, bon outre le regard qu'on porte sur 50 ans d'histoire européenne et sur quand même la paix garantie au niveau du continent européen, est-ce que ce traité, sur un seul chapitre constitue un recul par rapport à Nice. Est-ce que ce traité permet d'avancer, ne serait-ce qu'un peu, vers une construction politique de l'Europe, en sortant de ce qui était seulement, justement, la libre circulation des marchandises et des capitaux ? Et puis, est-ce que ce traité donne des garanties pour que quand les conditions politiques seront réunies, ce que je ne crois pas être le cas aujourd'hui, on puisse repartir de l'avant ? Alors face à ces questions les slogans du style "on grave dans le marbre pour l'éternité le libéralisme économique", ça me paraît un peu vide, un peu creux, parce que l'histoire européenne elle montre le contraire. Elle montre que tous les quatre ans en moyenne et alors même qu'il fallait réviser les traités à l'unanimité, on a su dépasser des traités médiocres pour aller plus loin.

► **Pierre-Luc SEGUILLON :**

Est-ce que ça signifie, dans votre esprit, que dès qu'il est adopté, ce traité constitutionnel, il faut déjà, très vite, commencer à

travailler à l'améliorer, à le réformer ?

► **Dominique VOYNET :**

Mais c'est ce qui s'est passé chaque fois. Moi je me souviens avoir participé à la conférence intergouvernementale de Rome qui avait été préalable à la mise en place du traité de Maastricht et je me souviens que les chefs d'état et de gouvernement avaient promis, dès la conférence intergouvernementale de Rome, qu'évidemment ils continueraient à travailler sur la dimension sociale. Après Amsterdam on a fait de même, aujourd'hui c'est sans doute sur ces questions sociales que la frustration est la plus grande parce que c'est vrai que en Europe il y a des pays qui renâclent forts devant notre définition de protection qui doivent être garantie aux salariés, devant notre définition du service public ou devant notre définition des outils de la solidarité, par exemple l'impôt ou la fiscalité. Donc il me semble, oui il faut le dire, dès qu'on aura validé ce traité, on continue notre travail.

► **Ruth ELKRIEF :**

Alors on parlait, Pierre-Luc parlait du Oui et du Non de gauche et de droite, ça pose la question de la campagne, la campagne du Oui qui est en train de repartir ou de partir clairement. Comment est-ce qu'elle va se passer ? Les Verts ont clairement, ont voté donc dans un référendum interne à 53 % pour le Oui et hier le secrétaire général des Verts, Yann VERLING a répété qu'il ne souhaitait pas accorder du temps de parole dans la campagne officielle aux tenants du Non, mais en même temps il a demandé aux tenants du Oui de ne pas faire campagne avec d'autres partisans du Oui. Donc concrètement par exemple, vous, vous avez dit "moi je veux bien faire campagne avec tout le monde et notamment des socialistes qui sont pour le Oui". Alors vous seriez en dehors de, je dirais, la loi verte, de la loi du parti ? Comment vous voyez les choses ?

► **Dominique VOYNET :**

Alors quelques remarques au préalable et après je vous promets, je ne fuis pas la réponse à la question posée. D'abord le Oui des Verts a été nette parce que nous avons un mode de calcul, vous savez qu'on ne fait jamais rien comme tout le monde, et nous prenons en compte les abstentions. Donc si on compte comme tout le monde le Oui, le Oui c'est 57 % chez les Verts, bon c'est pas si mal. Deuxièmement, il me semble que les militants Verts ont été consultés par voie de référendum et dans notre échelle de valeurs et de règles, c'est assez haut placé et je pense que c'est le devoir de tous les militants de respecter la parole des militants et donc de considérer que la position des Verts c'est Oui. Si ils ne partagent pas cet avis je pense qu'ils devraient au moins s'abstenir de faire campagne publiquement.

► **Pierre-Luc SEGUILLON :**

Pas comme Francine BAVET par exemple, pas comme Francine

BAVET qui est élue municipale et qui participe à un meeting avec Jean-Pierre CHEVENEMENT, Emile ZUCCHARELLI ?

► **Dominique VOYNET :**

Mais je ne pense pas qu'on règle les problèmes politiques par du caporalisme, des interdictions ou des sanctions. Je pense qu'on le fait par le débat politique et donc Yann VERLING aura à prendre les décisions qui lui incombent, c'est son souci, moi ce que je voudrais c'est que tous les arguments soient apportés et qu'ils le soient dans le respect de l'identité des uns et des autres. J'ai dit tout à l'heure que je ne croyais pas qu'il y ait, que le traité soit de droite pas plus d'ailleurs qu'il soit de gauche mais je crois au clivage droite - gauche et je crois que les motivations de ceux qui sont pour le Oui à gauche doivent être entendus avec respect par ceux qui sont pour le Non et qui se situent quand même à gauche. Cela a permis de réduire considérablement les préavis de grève. Oui je suis de gauche, oui je suis écologiste et je suis pour le Oui et je ne suis pas une nantie et je n'ai pas renoncé à mes idéaux, mais en échange je ne caricature pas non plus ceux qui sont pour le Non. Ce ne sont pas des affreux nationalistes étriqués, égoïstes, voilà.

► **Gérard COURTOIS :**

Et si on pose le problème dans l'autre sens, pour ceux qui sont partisans du Non, comme Francine BAVET, Pierre-Luc le disait, est-ce qu'il faut taire ses convictions ou est-ce qu'il faut faire campagne contre la position majoritaire du mouvement ?

► **Dominique VOYNET :**

Moi je pense que le respect des militants imposerait de s'abstenir de faire campagne publiquement.

► **Gérard COURTOIS :**

Au risque de taire ses convictions ?

► **Dominique VOYNET :**

Au risque de taire ses convictions, elle les a exprimés abondamment dans le débat interne des Verts, je vous rassure.

► **Ruth ELKRIEF :**

Alors vous, concrètement, est-ce que vous allez faire campagne avec tout le monde, avec les socialistes, avec l'UDF, avec l'UMP, j'en sais rien moi ?

► **Dominique VOYNET :**

Je crois déjà que la première chose c'est que chaque parti doit mobiliser les siens. Il y a, selon les régions et la sociologie, plus ou moins rurale, plus ou moins urbaine, à peu près entre 7 et 10 %

d'électorat Verts ou sensible en tout cas à ce que racontent les Verts. Donc les Verts doivent en priorité mobiliser les leurs. On nous dit aujourd'hui qu'ils sont quand même très partagés. Deuxièmement,

► **Pierre-Luc SEGUILLON :**

Attendez, sur les Verts, une précision. Les Verts vont avoir un comité de pilotage qui va se réunir je crois tous les mardis, qui va avoir une douzaine de personnes, est-ce que vous faites partie de ce comité de pilotage ?

► **Dominique VOYNET :**

Mais non puisque Ruth ELKRIEF a rappelé que je ne faisais pas partie de la direction des Verts mais contrairement à ce qui se faisait par le passé...

► **Pierre-Luc SEGUILLON :**

Vous pourriez quand même être consultée ?

► **Dominique VOYNET :**

Alors contrairement à ce qui se faisait par le passé nous sommes très régulièrement informés et associés, donc il n'y a aucun malaise, de ce point de vue là moi je dois tirer un coup de chapeau à Yann VERLING qui a, en quelques semaines, réussi à pacifier singulièrement les discussions internes des Verts.

► **Ruth ELKRIEF :**

On va y revenir, on va y revenir. Mais alors vous, c'est juste la quatrième fois que je vous repose la question.

► **Dominique VOYNET :**

Non parce que je disais, premièrement mobiliser les nôtres, donc en priorité m'adresser à l'électorat des Verts évidemment. Deuxièmement, dont Dany COHN-BENDIT a bien montré qu'il était à peu près l'électorat le plus européen dans le champ politique. Deuxièmement, sans aucun tabou moi j'ai envie de m'exprimer là où on me proposera de m'exprimer. Simplement, je n'ai pas envie de partager des estrades avec des gens qui utiliseraient le débat sur le traité constitutionnel européen pour faire dire aux français autre chose que ce qu'ils ont envie de dire. De la même façon...

► **Ruth ELKRIEF :**

Alors ça veut dire quoi, décrypter ?

► **Dominique VOYNET :**

Pour être très concret, il y a ceux qui diront Non à la question qui leur est posée parce qu'ils ont d'abord envie de dire Non à celui

qui leur pose la question, ils se trompent là-dessus parce que Jacques CHIRAC qui leur pose la question, c'est 25 chefs d'état et de gouvernement et le Parlement européen.

Mais surtout, mais en sens inverse ceux qui soutiennent une politique de casse sociale et d'humiliation des gens depuis trois ans dans ce pays, moi j'ai participé de façon très active au débat sur la remise en cause des 35 heures ou le débat sur l'école et je me suis rendue compte que finalement ce gouvernement passe en force et ne fait aucune concession en cas de compromis.

► **Ruth ELKRIEF :**

Donc vous ne serez pas sur les mêmes estrades, avec ???

► **Dominique VOYNET :**

Je ne ferais pas campagne avec des gens qui tenteraient de dire Oui plus que ce qu'il a à dire.

► **Ruth ELKRIEF :**

Mais avec le PS alors ? Il n'est pas responsable de la classe sociale jusqu'à présent, dans l'opposition ?

► **Dominique VOYNET :**

Peut être qu'on peut revenir là-dessus quand même, mais je le dis avec prudence, pas parce que j'ai une langue moins libre de ma parole que d'autres, mais parce que je n'ai pas eu l'occasion d'en discuter avec. Moi je pense qu'on ne doit pas effacer le clivage droite gauche à cette occasion et qu'on doit aussi discuter avec ceux qui sont pour le "non" à gauche, pour voir comment on pourra surmonter le résultat quel qu'il soit. Mais surtout, moi je pense que François Hollande n'avait pas forcément à mobiliser le président de la République. Je crois que pour le président de la République, à cette heure, il a un problème tout autant qu'une solution pour beaucoup d'électeurs de gauche.

► *Ruth ELKRIEF :*

Vous voulez dire que François Hollande s'est appuyé sur le président de la République ?

► **Dominique VOYNET :**

François Hollande a demandé au président de la République de s'engager dans la campagne. Moi je pense que moins on entendra Jacques Chirac et Jean-Pierre Raffarin, plus on aura de chance de convaincre les électeurs de gauche. Que Chirac et Raffarin tentent de convaincre leurs propres électeurs, c'est évidemment leur tâche, mais pour les nôtres, je pense qu'on ne doit pas laisser à penser que nous tolérerions en quoi que ce soit la politique qui est menée par ce gouvernement depuis trois ans.

► **Pierre-Luc SEGUILLON :**

Et donc ça, ça vous interdirait de faire estrade commune avec François Hollande ?

► **Dominique VOYNET :**

Oh pas du tout, pas du tout.

► **Pierre-Luc SEGUILLON :**

Avec François Bayrou ?

► **Dominique VOYNET :**

Je ne trouve pas très intéressant de répondre à ce genre de question, excusez-moi, c'est pas du tout, mais on ne peut pas à la fois...

On ne peut pas à la fois plaider pour qu'on en revienne aux questions de fonds, et puis passer une émission grand public à faire la liste des hommes politiques pour savoir si celui-ci ou celui-là ont assez de titres de noblesse et assez de...

► **Ruth ELKRIEF :**

Touché, touché, bravo !

► **Pierre-Luc SEGUILLON :**

Pardonnez-moi, François Bayrou est le patron d'un parti, je vous le signale à tout hasard. Je fais une précision que vous aviez oubliée.

► **Dominique VOYNET :**

Oui c'est vrai, mais c'est le patron d'un parti qui soutient le gouvernement. On l'a encore vu à propos du projet de loi sur l'école, un petit amendement voté avec la gauche sur la question du socle et des savoirs fondamentaux, et puis une grande complaisance aux exigences du ministre et de l'UMP pendant le reste du débat.

► **Gérard COURTOIS :**

Ce qui est en arrière plan derrière cette question d'organisation de la campagne c'est quand même le sentiment que jusqu'à présent les partisans du "oui" sont relativement inaudibles. Qu'ils n'ont pas encore trouvé le ou les arguments qui permettent de convaincre, d'entraîner, de mobiliser.

► **Dominique VOYNET :**

C'est vrai, peut être parce qu'ils ont eu le sentiment que les choses étaient faites, que c'était facile, que les Français étaient pro européens, peut être aussi parce qu'ils ont répugné à rentrer

dans les arcanes, dans les détails d'un traité complexe. Peut être aussi parce qu'ils avaient le sentiment que certains arguments caricaturaux des partisans du "non" ne pouvaient pas toucher le fait que le traité ultra libéral fait sourire, quand on lit ne serait ce que les valeurs fondamentales de l'union ou les objectifs fondamentaux de l'union, c'est l'article 3, il faut le lire, il faut le lire. D'un côté depuis 50 ans...

► **Ruth ELKRIEF :**

Qui vous paraissent plus progressistes que la constitution française par exemple ?

► **Dominique VOYNET :**

Oh oui, sur bien des points. L'article 3 prévoit de façon très explicite l'égalité entre les femmes et les hommes, prévoit de façon très explicite l'engagement de l'union pour le recul des discriminations de toute nature et pour je dirais le recul de la pauvreté. On n'a pas ça dans la constitution française. Je crois franchement qu'on n'a pas à rougir.

► **Ruth ELKRIEF :**

Voter pour ce traité constitutionnel c'est, je mets des guillemets, "sauvegarder notre modèle social", comme l'a dit Jacques Chirac à Tokyo hier ?

► **Dominique VOYNET :**

Je pense que pour beaucoup d'Européens ces valeurs et ces priorités apparaissent comme des évidences. Mais c'est mieux quand on l'écrit dans un texte qui a une telle force, qui a un tel statut. Et d'ailleurs moi je ne verrais que des avantages à ce qu'on muscle aussi un petit peu la constitution française sur le terrain des valeurs, et de ce que nous faisons ensemble.

► **Pierre-Luc SEGUILLON :**

A l'inverse, est-ce que vous avez le sentiment que dans la campagne et il faut dramatiser ce que seraient les conséquences du "non", certains disant, c'était le cas de Dominique de Villepin l'autre jour, si la France vote "non", la France sera marginalisée, elle aura en quelque sorte un strapontin dans l'union européenne ?

► **Dominique VOYNET :**

J'ai cité tout à l'heure au moins trois éléments pour essayer d'éviter le "non". Le fait qu'à mon sens il existe peu d'espace pour renégocier un texte meilleur avec des partenaires progressistes, le fait qu'on en resterait, pour des années sans doute, au traité de Nice, qui me paraît très mauvais, notamment parce qu'il bloque toute prise de décision avec une sorte de système de triple majorité, qui est extrêmement lourd. Je crois

qu'on doit faire attention avec les arguments de père fouettard quand même. Certes il y aurait une crise en Europe, certes il serait très difficile de renégocier, mais je crois que ce qui serait finalement le plus grave, c'est que la voix de la France, qui est tellement attachée à sa puissance et à son poids en Europe serait certainement un peu affaiblie, mais elle l'est déjà. Beaucoup comptaient sur la France pour défendre la poursuite de la construction européenne et c'est vrai que la façon dont M. Baroso a répondu à Jacques Chirac ces dernières semaines montre que d'autres axes sont peut être en train de s'organiser. Moi je pense par exemple qu'il n'est pas totalement ridicule d'imaginer que la commission européenne puisse avoir quelque intérêt à ce que le "oui" ne passe pas en France. D'une part parce que le traité constitutionnel européen rogne un peu des pouvoirs de la commission, d'autre part, parce que beaucoup sont irrités du poids dont se prévaut la France dans les institutions communautaires et du poids du couple franco-allemand...

► **Ruth ELKRIEF :**

Enfin la constitution c'est l'affaire des 25, c'est pas l'affaire de la France à l'heure actuelle ?

► **Dominique VOYNET :**

Oui, mais on sait bien depuis le début qu'un pays peut bloquer l'avancée collective, mais que ça se passe là pour réapparaître à beaucoup comme une sérieuse leçon pour la France, et moi je me dis qu'il y a peut être là un modèle franco-allemand qui jeu face à un modèle plus libéral, celui qui permettrait à bien des pays nouvellement adhérents, à la Grande Bretagne, aux Pays Bas, avec le soutien actif de la commission d'accélérer au contraire la marche vers le libéralisme.

► **Pierre-Luc SEGUILLON :**

J'ouvre une parenthèse, si vous me permettez, à propos de M. Baroso, le président de la commission, vous trouvez qu'il aurait été opportun qu'il puisse s'exprimer dans une grande émission de télévision et qu'on entende ses arguments à télévision française, ou, au contraire, il était utile au fond de faire en sorte qu'il ne s'exprime pas, je pense à "Cent minutes pour convaincre" ?

► **Dominique VOYNET :**

Je crois que c'est toujours un témoignage de faiblesse de refuser la prise de parole d'un adversaire. Donc, oui j'aurais trouvé bien qu'il puisse s'exprimer. Expliquer par exemple comment du point de vue de la commission on en était venu à concevoir le projet de directive sur les services, ça c'aurait été intéressant.

► **Gérard COURTOIS :**

Avez-vous le sentiment, je reviens à votre intervention, à votre réponse précédente, avez-vous le sentiment que les partisans du

"non" sont au fond objectivement complices de cette Europe libérale qu'ils dénoncent ?

► **Dominique VOYNET :**

On l'a vu, par exemple, au moment où a été discuté par le Parlement européen le projet de taxation des mouvements financiers. On a été quand même très nombreux à penser que les députés d'extrême gauche qui avaient refusé que puisse être examinée cette possibilité d'une avancée vers ce qui pouvait être une sorte de taxe ..., avaient objectivement fait le jeu de ceux qui ne veulent aucune régulation. Donc c'est vrai que la question mérite d'être posée. Mais de façon plus large, elle est toujours posée aux politiques. Ce qui me semble quand même important peut être c'est de dire qu'il me semble que ce que les opposants au traité constitutionnel européen reprochent le plus vivement au traité, ce ne sont pas effectivement les avancées, dont je me prévaux, l'extension des votes à la majorité qualifiée, ou l'extension du nombre des procédures de co décision avec le Parlement européen, ce sont essentiellement des dispositions qui figurent dans les traités depuis toujours et qui n'ont à peu près jamais fait l'objet de débats démocratiques en France.

► **Ruth ELKRIEF :**

Oui mais enfin c'est le jour où on les réalise maintenant et ça c'est un problème pour...

► **Dominique VOYNET :**

Sauf que voter "non", ça ne nous débarrassera pas de Raffarin et voter "non" ça ne nous débarrassera pas du traité de Nice et des traités antérieurs. Donc il faut quand même prendre conscience de ça. Les phrases qui sont reprochées sur le temps par exemple, elles sont totalement ambiguës et même surréalistes, parce que je ne me souviens pas que la France se soit retirée de l'OTAN, je ne me souviens pas qu'elle ait jamais refusé de voter le moindre protocole additionnel ou au traité de l'OTAN. Donc peut-être que c'est un problème, mais pourquoi est ce qu'on ne le pose pas dans le cadre franco-français. Moi il me semble que beaucoup (...) ont eu lieu par exemple sur un terme qui figure dans le projet de traité constitutionnel européen. Alors certains syndicalistes l'évoquent pour dire risque, danger. On ne parle plus de droit au travail, mais du droit de travailler. Est-ce qu'on n'est pas dans la rhétorique pure et simple ? Est-ce que le fait d'inscrire le droit au travail a protégé qui que ce soit du chômage, de la pauvreté, de la précarité depuis 20 ans ? Est-ce qu'on n'a pas quatre millions de chômeurs dans ce pays ? Quand même, donc je me dis à un moment donné il faudrait sortir de la politique virtuelle, de l'interprétation entre exégètes érudits, et puis voir comment ça fonctionne dans la vie réelle et dans la vie réelle ça fonctionne avec des rapports de force et avec des compromis. Le rapport de force qui nous permet d'obtenir le retrait de la directive Bolkestein et puis le compromis qui nous permet d'avoir le seul modèle qui puisse espérer tenir tête à (...) Américain.

► **Ruth ELKRIEF :**

Voilà donc le plaidoyer pro européen et pro constitution de Dominique Voynet. Parlons de la politique réaliste, concrète chez les Verts, puisque maintenant un nouveau secrétaire national, Yann Verling, on le disait, vous lui avez rendu hommage il y a un instant en disant qu'il avait pacifié un peu, mais enfin c'est un parti qui reste quand même toujours un peu étrange pour les observateurs, avec des modes de fonctionnement...

► **Dominique VOYNET :**

Qui reste un peu étrange pour ses adhérents aussi, je vous rassure.

► **Ruth ELKRIEF :**

Apparemment et même pour ses ex dirigeants, je l'entends bien, alors est-ce que maintenant, par exemple, lorsque ce parti dit il ne faut pas plaider pour le "oui" avec les socialistes, alors que, par ailleurs, il peut s'apprêter à faire une alliance avec les socialistes pour retourner au pouvoir. Est-ce que ça c'est pas un peu encore bizarre. Et alors dans cette alternance qui peut se préparer, comment elle va se préparer maintenant, vous êtes rassurée, elle va se préparer sur des bases de dialogue logique, comment vous voyez ça ?

► **Dominique VOYNET :**

Alors, pour en finir peut être avec le projet de traité constitutionnel, moi je préfère retenir le point positif de la position des Verts, ils feront campagne pour le "oui" et ils feront campagne pour convaincre leurs électeurs. Si chacun fait son boulot, on va y arriver. Il n'est pas du tout secret que j'aurais préféré qu'on puisse effectivement assumer tranquillement une campagne avec d'autres forces de gauche, qui puisse être d'ailleurs une campagne contradictoire, moi je n'ai pas peur d'Henri Emmanuelli ou de Laurent Fabius, et je pense que les arguments doivent être entendus et qu'on peut aussi se combattre sur le terrain des idées sans que ce soit un drame et sans que ça nous empêche de travailler ensemble à l'alternance politique. Mais ce qui me semble en tout cas fondamental aujourd'hui, d'abord je ne vois pas bien comment dans mon parti on pourrait pénaliser ceux qui battraient estrade commune avec des leaders du "oui" de gauche, alors même qu'on n'est pas réellement capable d'empêcher la parole publique de ceux qui militent pour le contraire. Bon, mais indépendamment de ça, je crois que tous les lieux de dialogues entre les forces de gauche sont bons à prendre pour préparer l'alternance. Nous avons choisi de mettre en place un programme de travail qui va nous permettre de préparer, d'affiner notre projet, non seulement avec nos militants, mais aussi avec nos partenaires habituels, syndicaux, associatifs et politiques. Je constate que ce travail s'engage pas mal, et j'espère que nous saurons ne pas attendre trop longtemps avant

de confronter notre point de vue avec les autres forces de gauche, parce que le projet socialiste, tel que j'en ai lu quelques pages il y a quelques jours, me paraît insuffisamment précis sur des sujets sur lesquels seuls les Verts peuvent avancer d'avantage aujourd'hui, sur les questions énergétiques, sur les questions de transport, sur les questions de gestion des ressources, sur la question de l'eau, et donc si on souhaite que les thèmes que portent les Verts...

► **Ruth ELKRIEF :**

Mais alors il faut rentrer au PS pour les influencer alors ?

► **Dominique VOYNET :**

Non, non, le dialogue et le contrat ça me paraît une excellente méthode, mais je crois que si on souhaite que nos thèmes ne soient pas trop périphériques à la réflexion commune de la gauche, alors il faudra les introduire dans le débat au bon moment, et donc pas trop tard.

► **Pierre-Luc SEGUILLON :**

J'ai cru comprendre que dans votre programme de travail, le thème de la réforme des institutions était important, puisque vous prévoyez je crois un forum sur cette question, durant cette année, et notamment avec l'introduction de la proportionnelle. Est-ce que ça c'est un sujet qui avait déjà été évoqué avec les socialistes en 97, si je ne me trompe, et sur lequel vous n'avez pas eu satisfaction, est-ce que c'est un point qui est essentiel à vos yeux ?

► **Dominique VOYNET :**

Alors il est évident qu'avec un poids de 7 à 10% de l'opinion, les Verts devraient avoir un groupe parlementaire. Cela dit... C'est à dire 20 députés au moins. Au moins 20 députés et plus en proportion évidemment. Mais je ne voudrais pas laisser à penser que la condition sine qua non d'un accord politique avec le parti socialiste en 2007 ce sera la proportionnelle et rien d'autre. Moi je crois que ce qui est important c'est d'inscrire la proportionnelle dans un paquet institutionnel global dans lequel on réexaminerait par exemple l'inversion du calendrier qui a conduit à ce qu'on subordonne la composition du Parlement au rôle pré éminent de l'élection présidentielle. Qu'on réexamine les rôles respectifs du gouvernement et du Parlement. On a un régime aujourd'hui qui n'est ni réellement présidentiel, ni réellement parlementaire et cette ambiguïté est très gênante.

► **Gérard COURTOIS :**

Sur le premier point, sur l'inversion du calendrier à nouveau, vous pensez le PS à l'écoute d'une telle demande ?

► **Dominique VOYNET :**

Non, mais en privé beaucoup de leaders socialistes considèrent que ça a été une erreur de procéder à cette inversion et que les institutions (..) organisées de façon, enfin c'est pas le hasard qui doit en juger. Est-ce qu'on souhaite un régime parlementaire ou un régime présidentiel ? On prendra la décision qui s'impose en fonction de ce choix.

▶ **Pierre-Luc SEGUILLON :**

Mais quel est votre choix, à vous personnellement, est-ce que vous êtes plutôt encline à aller dans le sens d'un régime présidentiel qui s'est déjà accusé au fil du quinquennat ou, au contraire...

▶ **Dominique VOYNET :**

Non, moi je pense que le chef de l'Etat devrait être pour l'essentiel le garant des valeurs communes et le garant de la cohésion de la Nation, et du respect des engagements internationaux de la France, ce qui sur le plan européen notamment n'est pas dénué de sens et que le Premier ministre devrait conduire la politique de la Nation dans tous les domaines, y compris dans le domaine de la politique étrangère, je crois que c'est le Premier ministre qui devrait siéger au conseil européen et que le Parlement devrait dans ce cadre avoir plus de poids.

▶ **Gérard COURTOIS :**

Un petit peu ce qui s'est passé entre 1997 et 2002...

▶ **Dominique VOYNET :**

Alors c'est vrai que ça s'est passé en mode de cohabitation, mais la cohabitation n'a pas eu que du bon, elle a aussi justifié trop souvent des hésitations ou des décisions qui étaient peut être insuffisamment martelées pour entraîner l'adhésion.

▶ **Ruth ELKRIEF :**

Puisque vous avez vécu au quotidien avec un gouvernement et dans un gouvernement à majorité socialiste, j'ai envie de dire qu'est-ce que vous souffleriez aux oreilles de Yann Verling dans la négociation, qu'est-ce qu'il ne faut absolument pas faire, qu'est-ce qu'il ne faut pas recommencer comme erreur, qu'est-ce qu'il faut absolument exiger, ne pas avoir un Vert seulement ministre de l'Environnement, je ne sais pas, enfin qu'est-ce qu'il faut faire...

▶ **Dominique VOYNET :**

Mais est-ce que vous me suggérez des conseils pour toute la gauche ou uniquement pour mon parti au sein de la gauche ?

▶ **Ruth ELKRIEF :**

Non pour les Verts à priori, mais enfin bon...

► **Dominique VOYNET :**

Parce que j'ai une ambition un peu plus large, c'est à dire que je pense que effectivement la gauche a déçu. Est-ce qu'elle a déçu parce qu'elle n'était pas assez à gauche, est-ce qu'elle a déçu parce qu'elle ne disait pas assez ce qu'elle faisait, parce qu'elle ne présentait pas assez limpide les différentes hypothèses qui étaient devant nous pour permettre finalement à l'opinion...

► **Gérard COURTOIS :**

Quelle est votre réponse à cette question ?

► **Dominique VOYNET :**

Un peu des deux sans doute, un peu des deux, mais c'est vrai que je n'ai pas le sentiment en tout cas que les électeurs qui ont voté Jean-Marie Le Pen au premier tour de la présidentielle, les électeurs qui ont voté pour Jean-Pierre Chevènement votaient pour une France décidément beaucoup plus à gauche. Par contre peut être que sur la méthode de gouvernement, sur la façon dont les décisions se prenaient, sur la façon dont étaient rendus les arbitrages, je crois que beaucoup auraient pu être améliorés pour que les citoyens puissent (...) aux décisions, ça je crois oui.

► **Pierre-Luc SEGUILLON :**

Je reviens au calendrier des Verts, le 1er janvier 2006 il y a appel à candidature. Candidature pour l'Elysée. Est-ce que vous, vous pensez que les Verts doivent avoir un candidat, et, question subsidiaire, est-ce que vous seriez à nouveau candidate, comme vous l'avez été jadis ?

► **Dominique VOYNET :**

Alors, sur le premier élément de la question, je crois que les Verts doivent avoir un candidat, parce qu'aucun autre candidat portera les sujets qui sont essentiels pour nous dans la période qui vient, mais aussi parce que le choix qui a été fait effectivement de placer l'élection présidentielle en premier acte d'une série d'élections, le rend pratiquement obligatoire. On peut le regretter, mais c'est comme ça. A nous en tout cas de mettre au débat des sujets sur lesquels nous pensons qu'il peut y avoir un consensus et une adhésion de l'ensemble du peuple de gauche, ça nous sera très utile pour les épisodes suivants, je pense notamment aux questions d'éducation, de santé, et plus largement de sécurité collective dont je me réjouis qu'elles aient été enfin abordées par le projet du parti socialiste. Sur le deuxième élément de la question, franchement, il est bien prématuré de dire quelle sera la meilleure personne pour porter ce projet. Je pense que j'ai un avantage sur beaucoup d'autres c'est que j'ai prouvé que j'étais capable de m'en passer, passer mon tour, donc je serai peut être moins exposée à cette question que d'autres qui ne pensent qu'à ça depuis très longtemps.

► **Ruth ELKRIEF :**

Ca veut dire vous n'avez pas dit "non" quoi franchement, j'ai entendu ça moi ?

► **Dominique VOYNET :**

Oh je n'ai pas dit "oui" non plus.

► **Gérard COURTOIS :**

Est-ce que l'élection de Yann Verling comme secrétaire national des Verts, qu'est-ce qu'elle exprime au fond dans ce parti, une lassitude devant les divisions qui font la chronique des Verts depuis des années, ou bien une sorte de retour aux sources, je dirais un peu idéologiques du mouvement écologique français ?

► **Dominique VOYNET :**

Alors incontestablement une volonté d'en finir avec des querelles qui ne sont pas perçues, bien que ça me paraisse un peu faux, comme des problèmes politiques nobles, mais comme des problèmes de personne. Ensuite très probablement une volonté de générationnel. Pour la première fois depuis très longtemps, les Verts ont à leur tête une équipe de gens qui n'ont pas vécu les soubresauts des années d'après 68. Alors ça ne veut pas dire qu'ils soient prêts à mettre à la retraite leurs camarades qui ont atteint la cinquantaine, mais c'est vrai qu'il y a une volonté en tout cas d'inscrire une nouvelle page de l'histoire des Verts par ce biais. Ensuite moi je crois qu'incontestablement, alors ça va évidemment peut être crispé à nouveau quelques personnes, mais incontestablement les Verts ont tourné le dos à une vision très marginale de la mission historique des Verts qui les cantonnait dans un tête à tête avec l'extrême gauche et une espèce de volonté de constituer un pôle de à la gauche de la gauche, je crois que l'idée d'afficher une disponibilité pour conclure des contrats politiques et construire des majorités, l'idée de ne pas oublier nos fondamentaux en matière d'environnement, ce qu'illustre particulièrement bien Yann, a été très présent dans le choix de ceux qui ont choisi ce....

► **Ruth ELKRIEF :**

C'est la fin ou l'échec d'une certaine conception de l'écologie politique ?

► **Dominique VOYNET :**

Ah non, je crois que Yann Verling est quelqu'un qui fait de la politique au sens noble du terme, en considérant que les thèmes portés par les Verts doivent être au cœur de tout projet politique de gauche. Franchement je ne ferai pas ce procès.

► **Ruth ELKRIEF :**

Alors vous vous le faites précisément en étant sénatrice, je reviens là-dessus quand même parce que c'est relativement amusant d'avoir une personnalité donc verte qui vient, comme vous l'avez décrit, plutôt d'après 68 se retrouver dans les couloirs du palais du Luxembourg ?

▶ **Dominique VOYNET :**

Moi je suis comme vous, j'avais 10 ans en 68, donc je suis un peu dans l'entre deux, mais je pense que si vous voulez la période pour laquelle j'étais à la tête des Verts était une période de transition. Et après l'échec de la gauche, il était normale que cette équipe soit sanctionnée puisqu'elle incarnait cette volonté d'alliance avec une sociale démocratie qui avait déçu d'une certaine façon. Mais la période qui a suivi a montré que le balancier était retourné trop loin.

▶ **Pierre-Luc SEGUILLON :**

Mais en même temps on a l'impression que la gauche ne peut gagner une alternance que quand elle arrive à se fédérer. Au-delà des diversités qui s'expriment, comme vous l'avez dit tout à l'heure, par exemple dans une élection présidentielle, qui peut aujourd'hui fédérer la gauche ? Est-ce que la gauche ne manque pas cruellement aujourd'hui d'une personnalité susceptible de la fédérer (...)

▶ **Dominique VOYNET :**

Et on y revient, vous allez à nouveau me sommer de distribuer des bons points et des mauvais points. Je pense que le moment venu...

▶ **Ruth ELKRIEF :**

Attendez, est-ce que c'est une question stupide de ma part que vous posez la nécessité ou l'opportunité d'un fédérateur comme le fut François Mitterrand en son temps ?

▶ **Dominique VOYNET :**

Mais il est arrivé que dans l'histoire de la gauche aussi des personnalités présumées rassembleuses n'aillent pas jusqu'au bout...

▶ **Ruth ELKRIEF :** Vous parlez de Lionel Jospin ?

▶ **Dominique VOYNET :**

Ben je parle par exemple de Jacques Delors. Beaucoup attendaient de Jacques Delors qu'il soit le candidat qui aurait pu procéder à cette alchimie. Et il n'a pas été candidat. Donc je pense que deux ans à l'avance c'est un petit peu sur réaliste de faire des...

▶ **Ruth ELKRIEF :**

Il peut encore émerger ? Il ou elle.

► **Dominique VOYNET :**

Il ou elle peut émerger. Les Verts ont fait le choix d'un saut de génération et peut être que d'autres devraient songer aussi. Ça n'enlève rien aux qualités des uns et des autres, mais je pense quand même que c'est important de regarder aussi en terme de dynamique devant nous toute cette génération de jeunes électeurs qui ne savent pas bien si la politique peut quelque chose pour eux...

► **Ruth ELKRIEF :**

Alors revenons quand même un peu juste au Sénat, parce que je voudrais que vous me racontiez un peu comment ça se passe au Sénat pour vous, est-ce que vous êtes à l'aise, vous y avez trouvé une place intéressante, un lieu, une tribune...

► **Dominique VOYNET :**

Est-ce que j'ai l'air malheureusement ?

► **Ruth ELKRIEF :**

Non apparemment, mais est-ce ça y est vous avez comme d'autres qui sont arrivés au Sénat, plein d'idées pour réformer l'institution ?

► **Dominique VOYNET :**

Alors j'en avais avant, et je n'ai pas changé d'avis ni sur le Sénat, ni sur les institutions. C'est à dire que je pense que finalement être sénateur c'est assez frustrant, qu'on soit de droite ou de gauche, et d'ailleurs, en général, quand on est sénateur on est de droite, ce qui n'est pas mon cas, mais imaginez le triste sort d'un sénateur de droite. Quand la gauche est majoritaire à l'Assemblée nationale, il peut faire de la guérilla pour retarder la prise de décision. Moi c'est ce qui m'est arrivé quand j'ai proposé la législation sur la chasse, ou sur l'aménagement durable du territoire, des centaines ou des milliers d'amendements qui déboulent, mais bon il faut beaucoup d'heures de patience, et puis quand même la certitude qu'à l'arrivée on ne sera pas suivi. Mais quand la majorité de droite, c'est la même chose, le Sénat est prié de ne pas gêner le travail du gouvernement, est prié de voter conforme, de ne pas déposer trop d'amendement, de ne pas dénaturer les textes, donc je crois que c'est assez frustrant. Donc il y a une autre fonction évidemment au Sénat, c'est une fonction tribunitienne que j'utilise pour effectivement donner le point de vue des Verts, et plus largement le point de vue d'une femme de gauche pour laquelle l'écologie a du poids, enfin a de l'importance sur tous les textes qui passent, puis je pense aussi que dans le dialogue avec les citoyens, un sénateur peut avoir son importance pour faire avancer les dossiers qui pèsent, qui compte.

► **Pierre-Luc SEGUILLON :**

Vous me permettez une question sur l'écologie, Jacques Chirac était au Japon. Le projet ITER qui est un projet important, donc démontrer la possibilité scientifique et technologique de la production d'énergie par la fusion nucléaire. D'abord est-ce que vous êtes franchement opposée à ce projet, et, deuxièmement, à tout prendre, est-ce que vous préféreriez qu'il soit situé au Japon plutôt qu'à Kadarach et que ce soit plutôt les Japonais que les Européens qui en soient les opérateurs ?

► **Dominique VOYNET :**

Alors puisque c'est un projet international, on va parler en dollar, je crois que c'est dans cette monnaie que le coût du programme a été évalué, on est sur des sommes qui sont de l'ordre de 40 à 60 milliards de dollars pour la toute première phase de ce projet. Donc un projet forcément international et sur lequel d'ailleurs effectivement Japonais et Européens se battent depuis des années maintenant. Moi je voudrais mettre ces sommes en parallèle des clopinettes qui sont consacrées aux énergies renouvelables et à la diversification énergétique en Europe depuis 30 ans. Alors c'est encore plus vrai en France que dans les autres pays européens, mais quand même, qui est capable de mobiliser des sommes pareilles pour ITER, alors je ne veux pas rentrer dans la technique, mais c'est vrai que ceux qui connaissent bien ce sujet comme Yves Cochet, par exemple, ou Bernard Laponche ou Pierre Radane sont extrêmement critiques techniquement sur la possibilité d'aboutir, mais indépendamment de ça, moi je pense que une fois de plus on aura un énorme cheval, que dis-je un troupeau entier de nucléaires et puis une petite alouette dans le pâté d'énergie renouvelable, c'est assez minable.

► **Gérard COURTOIS :**

Une petite question sur une information qui a été publiée hier sur un rapport qui tendrait à prouver dans le cadre d'une procédure engagée après la catastrophe de Tchernobyl un rapport qui tendrait à prouver que le gouvernement de l'époque a masqué la gravité de la situation.

► **Dominique VOYNET :**

Est-ce qu'il faut un rapport pour prouver ça ? Tout le monde le sait, non ? Ce sont des choses qui sont évidentes depuis 20 ans maintenant, donc... Mais c'est bien, si il faut un rapport pour le prouver...

► **Ruth ELKRIEF :**

Dans le cadre d'une procédure judiciaire engagée par des victimes qui s'estiment telles.

► **Dominique VOYNET :**

Moi je pense que tout le monde le savait, mais je voudrais rajouter quelque chose, aujourd'hui il y a tout un tas d'affaires qui ne sentent pas bon, qui sont jetées sur la place publique, et je voudrais dire que les Verts dont on critique souvent le côté brouillon et immature, ben ils sont scrupuleusement honnêtes, c'est eux qui les ont dénoncé ces affaires et ils ne sont englués dans aucune d'entre elles. Je voulais le dire, parce que moi la noblesse de la vie politique c'est ça aussi quoi.

▶ **Ruth ELKRIEF :**

Vous diriez que sur cette affaire il y a eu mensonge d'Etat ?

▶ **Dominique VOYNET :**

Il y a eu mensonge d'Etat. Il y a eu mensonge partagé par des politiques, mais aussi par toute une classe d'ingénieurs, de techniciens, d'un lobby extrêmement puissant qui fait la politique énergétique de ce pays depuis 40 ans.

▶ **Ruth ELKRIEF :**

Merci Dominique VOYNET.



[Imprimer](#)

[Modifier cet article \(67\)](#)

[Recalculer cette page](#)